

SECOND SUJET D'ANNALES : CORRIGES

[1. QCM sur les concepts économiques et sociaux]

Question 1. Réponse C : Les impôts à la production.

La demande globale d'une économie est composée, d'une part, de la demande intérieure regroupant la consommation des finales des ménages, l'investissement privé et les dépenses publiques, et d'autre part, de la balance commerciale définie comme étant la différence entre la valeur des exportations et celle des importations.

Question 2. Réponse D : Le taux de salaire réel.

Sur le marché du travail, l'offre d'emploi des entreprises fait face à la demande d'emploi des candidats à l'embauche. Le prix du travail en résulte et correspond à un taux de salaire. Toutefois, dans la vision néoclassique, les individus s'intéressent à leur pouvoir d'achat en prenant en considération le salaire réel, qui correspond à la quantité de biens et services que l'on peut acheter avec le salaire nominal.

Question 3. Réponse A : Les dépenses actives et les dépenses passives.

Les mesures actives visent à favoriser le retour à l'emploi des chômeurs et à développer l'offre de travail (gestion du service public d'aide à l'emploi, formation professionnelle, aides à l'embauche). Les mesures passives renvoient aux dispositifs d'assurance chômage et de cessation anticipée d'activité (indemnisation du chômage, paiement des retraites anticipées).

Question 4. Réponse A : La socialisation.

La socialisation correspond à la définition d'un processus d'apprentissage, d'assimilation des valeurs et des normes propres à un groupe social ou à une société.

Question 5. Réponse C : La croissance économique est supérieure à la croissance démographique.

Le niveau de vie moyen est la richesse par habitant. Il peut s'appréhender par le rapport entre la richesse d'un pays et sa population. Pour que ce rapport augmente, il faut que la richesse augmente plus vite que la population. Or, l'évolution de la richesse d'un pays renvoie à la croissance économique (celle de l'indicateur PIB) et celle de la population renvoie à la croissance démographique. Donc, l'accroissement du niveau de vie moyen traduit une croissance économique supérieure à la croissance démographique.

Question 6. Réponse A : Le développement de la méritocratie.

Les 30 Glorieuses ont permis une élévation du niveau de vie qui s'est traduite par une consommation de masse et donc l'accès aux biens de consommation durables. Cela a permis une homogénéisation des modes de vie, accentuée par une meilleure accessibilité à l'éducation.

Question 7. Réponse B : Karl Marx.

La notion de classe chez Marx s'inscrit dans une vision de la division de la société fondée sur les rapports de production. C'est la position dans le processus de production qui définit l'appartenance à la classe sociale : dans le cadre du mode de production capitaliste, il existe une séparation radicale entre les possesseurs des moyens de production (la bourgeoisie) et le prolétariat, qui ne dispose que de sa « force de travail ».

Question 8. Réponse D : Lorsqu'il y a investissement net.

Le capital fixe d'une entreprise est un stock alimenté par deux flux de sens opposés : un flux rentrant qui est l'investissement brut, et un flux sortant lors de l'amortissement ou de la consommation de capital fixe. Ainsi, la partie de l'investissement brut qui n'est pas destinée à remplacer le stock de capital déclassé, l'investissement net, permet d'accroître réellement les capacités de production de l'entreprise.

Question 9. Réponse C : Le protectionnisme éducateur.

Le protectionnisme éducateur correspond à la politique où le pays doit fermer ses frontières à ces produits modernes pour permettre la naissance et le développement des jeunes industries.

Question 10. Réponse A : La mobilité d'un individu au cours de sa vie professionnelle.

On distingue deux types de mobilités sociales selon qu'elles concernent une seule génération ou des générations successives. La mobilité intra-générationnelle concerne les changements de statut social d'un individu au cours du temps ou d'un ensemble d'individus pour une même génération. La mobilité intergénérationnelle concerne le degré de différence entre le statut social des parents et celui de leurs enfants.

Question 11. Réponse B : Le Marché Unique.

Le marché unique est le marché unique qui regroupe les anciens marchés nationaux des Etats membres de l'Union européenne. En son sein, les biens, les services, les capitaux et les personnes circulent librement.

Question 12. Réponse B : Les néoclassiques.

La rencontre entre l'offre et la demande s'effectue sur un marché et aboutit à un échange caractérisé par un prix de marché. Pour les néoclassiques, l'économie de marché repose sur le modèle de concurrence pure et parfaite. Selon ce modèle, le mécanisme autorégulateur du marché (main invisible) conduit à la détermination d'un prix d'équilibre qui égalise l'offre et la demande.

Question 13. Réponse B : Karl Marx.

Selon l'approche de l'individualisme méthodologique, la société est le fruit de l'action individuelle, elle ne résulte ni de lois historiques ni de mécanismes généraux qui dépassent les individus. A l'inverse, l'holisme place la société au centre de son analyse, l'individu étant subordonné à des fins collectives déterminées par la société. Les travaux de Karl Marx s'inscrivent dans cette dernière catégorie : le système social

est différent de la somme des individus, les faits sociaux ne peuvent découler des motivations individuelles.

Question 14. Réponse B : Peuvent créer de nouveaux besoins, ce qui stimule la demande et donc la croissance.

L'innovation de produit est la création d'un nouveau produit ou offre d'une nouvelle prestation commerciale ou de service. Cette offre va créer l'apparition de nouveaux besoins chez les consommateurs. De ce fait, une nouvelle demande va apparaître. Pour répondre à cette demande, les entreprises vont augmenter la production et le personnel employé, ce qui va augmenter la croissance économique.

[2. QCM sur la maîtrise du savoir-faire quantitatif]

Question 15. Réponse B : La part des moins de 65 ans est plus importante en Asie occidentale qu'en Asie orientale.

La part de la population âgée de 65 ans ou plus est de 10,1 % en Asie orientale et de 5,1 % en Asie occidentale. Elle est donc plus importante en Asie orientale. De manière complémentaire, la part de la population âgée de moins de 65 ans est alors plus élevée en Asie orientale.

Question 16. Réponse A : En 2011, la moitié des salariés du privé qui sont ouvriers non qualifiés ont un revenu salarial inférieur à 12 987 euros.

En 2006, la moitié des salariés du privé qui sont ouvriers qualifiés ont un revenu salarial supérieur à 17 554 euros et non 11 597 euros. En 2003, le revenu salarial médian des professions intermédiaires était de 21 788 €, soit supérieur à celui des employés (13 202 €). Le rapport cadres/ouvriers non qualifiés a diminué et non augmenté de 2005 à 2011, puisqu'il est passé de 3,25 à 2,69.

Question 17. Réponse C : Le nombre de blessés en deux roues motorisés est supérieur au nombre de tués en deux roues motorisés en 2007.

Le nombre de blessés en 2004 était 100 000 personnes et non de 4 000 personnes. On fait ici référence à l'échelle de droite et non celle de gauche. Le nombre de tués a diminué d'environ 2 000 personnes et non 50 000 personnes entre 1999 et 2003. On fait ici référence à l'échelle de gauche et non celle de droite. Le nombre de tués a diminué et non augmenté en 1998.

Question 18. Réponse D : La part de l'emploi dans le secteur tertiaire est de 71 % dans l'UE.

La Roumanie est le pays de l'UE où le secteur primaire et non tertiaire est le plus important en termes d'emplois. La part de l'emploi dans le secteur secondaire de la Slovaquie est d'environ 30 % soit moins que celle de la Slovaquie (35 %). La part de l'emploi dans le secteur primaire est de 13 % et non 10 % en Grèce.

Question 19. Réponse C : Les placements en numéraire et dépôts ont augmenté d'environ 37 milliards d'euros entre le 3^e trimestre 2010 et le 3^e trimestre 2011.

En 2012, les placements les plus utilisés étaient les placements en numéraires et dépôts et non les produits d'assurance. Les placements dans les titres de créance n'ont pas évolué de manière significative durant l'année 2009. Les placements en actions ont diminué de 20 milliards d'euros et non augmenté d'environ 37 milliards d'euros entre le 3^e trimestre 2009 et le 3^e trimestre 2010.

[3. Essai sur une problématique économique à partir d'un texte]

Depuis les années 1980, on a constaté plusieurs vagues de délocalisations en France. Toutefois, ces vagues concernent principalement le secteur secondaire. Le secteur tertiaire, en particulier les activités en forte valeur ajoutée, semble connaître des mouvements de concentration géographique dans les pays développés. Comment expliquer ces décisions de localisation ? Nous répondrons à cette question en étudiant tout d'abord le rôle du capital humain, puis les effets d'agglomération.

La croissance économique provient principalement de deux facteurs de production (le travail et le capital) et du progrès technique. Le capital humain, qui est l'ensemble des aptitudes, qualifications, expériences accumulés par un individu et qui déterminent sa capacité à produire, permet à la fois d'influencer le facteur travail et le progrès technique. Par conséquent, les entreprises qui ont besoin d'une main d'œuvre très qualifiée aura tendance à s'implanter dans les zones où ce capital humain est développé : « la disponibilité des chercheurs est ainsi un facteur souvent avancé par les firmes dans leurs choix de localisation ». Ce phénomène peut s'illustrer par le développement des parcs d'activité (comme le Parc d'innovation de Strasbourg) ou de campus cluster réunissant entreprises et écoles (comme celui d'Olympiades avec l'ESG Management School).

La décision de localisation est également dépendante de l'existence d'effets d'agglomération. Ces effets représentent la possibilité de réaliser des gains de productivité grâce à la proximité géographique des entreprises les unes avec les autres. En effet, les entreprises supportent des coûts dans leurs transactions quotidiennes (interactions, communications...) et elles ont intérêt à se regrouper de manière à économiser ces coûts et à générer des externalités positives. De ce fait, les entreprises préfèrent se localiser « à proximité de partenaires potentiels ».

Même si le coût du travail est un facteur important dans la localisation des entreprises, d'autres facteurs sont également pris en compte telle que la qualité du facteur travail et des infrastructures. Ces éléments doivent être pris en compte lorsque les autorités publiques cherchent à développer et à aménager un territoire.